

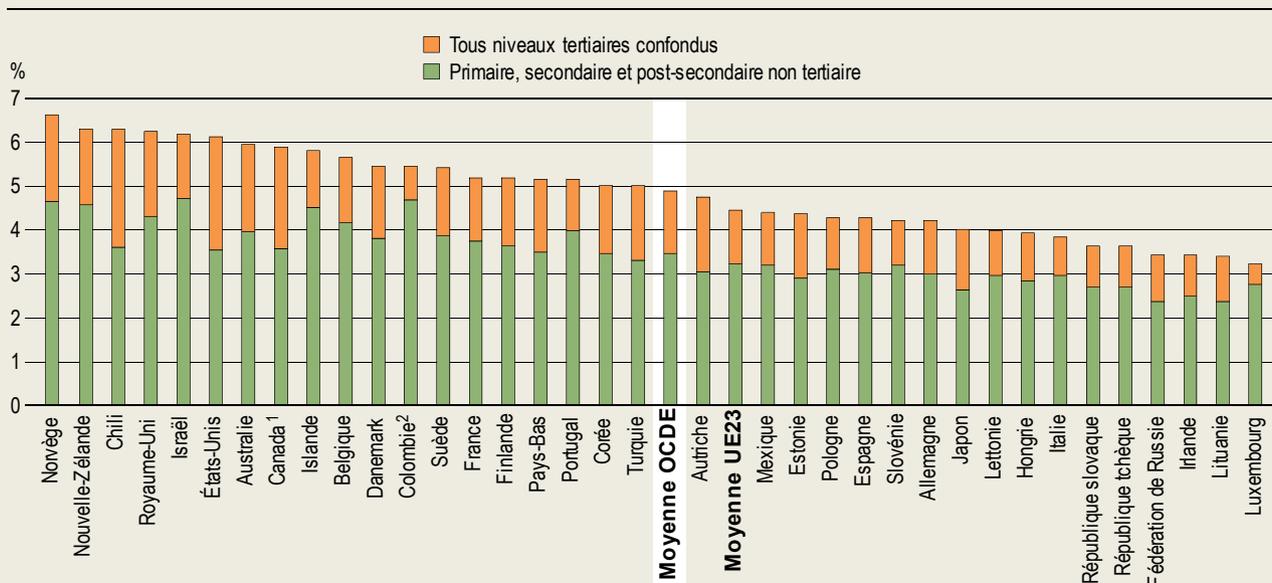
Indicateur C2. Quelle part de leur richesse nationale les pays consacrent-ils à l'éducation ?

Faits marquants

- En 2017, les pays de l'OCDE ont consacré en moyenne 4.9 % de leur produit intérieur brut (PIB) au financement de leurs établissements d'enseignement (de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire), mais ce pourcentage varie fortement entre les pays membres et partenaires de l'OCDE. En moyenne, dans les pays de l'OCDE, la part de la richesse affectée à l'enseignement non tertiaire (enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire) s'élève à 3.5 % du PIB ; elle est nettement plus élevée que celle affectée à l'enseignement tertiaire (1.4 % du PIB).
- Le secteur privé joue un rôle crucial dans le financement de l'enseignement tertiaire : sa part représente un tiers en moyenne des dépenses au titre des établissements d'enseignement (soit l'équivalent de 0.4 % du PIB), après transferts entre les pouvoirs publics et le secteur privé. Dans l'enseignement non tertiaire, les dépenses privées au titre de l'éducation représentent un dixième seulement des dépenses totales au titre des établissements d'enseignement, soit 0.3 % du PIB.
- Entre 2012 et 2017, les dépenses totales au titre des établissements d'enseignement, de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire, ont diminué en pourcentage du PIB dans plus de deux tiers des pays membres et partenaires de l'OCDE, essentiellement en raison du rythme moins soutenu auquel les dépenses totales au titre des établissements de ces niveaux d'enseignement ont progressé par comparaison avec le PIB.

Graphique C2.1. Dépenses totales au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB (2017)

Dépenses provenant de sources publiques, privées ou internationales, selon le niveau d'enseignement



1. L'enseignement primaire inclut des programmes de l'enseignement préprimaire.

2. Année de référence : 2018.

Les pays sont classés par ordre décroissant des dépenses totales au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB.

Source : OCDE/ISU/Eurostat (2020), tableau C2.1. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (<https://doi.org/10.1787/f8d7880d-en>).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934164522>

Contexte

Les pays investissent dans l'éducation entre autres raisons pour promouvoir la croissance économique, accroître la productivité, favoriser l'épanouissement personnel et le développement social et réduire les inégalités sociales. Le niveau de dépenses au titre des établissements d'enseignement dépend de la taille de la population d'âge scolaire, des taux de scolarisation, des niveaux de salaire des enseignants et de la façon dont l'enseignement est organisé et dispensé. Dans l'enseignement primaire et le premier cycle de l'enseignement secondaire (qui correspondent approximativement au groupe d'âge des 6-14 ans), les taux de scolarisation sont proches de 100 % dans la plupart des pays de l'OCDE. L'effectif d'élèves varie donc fortement en fonction de l'évolution démographique. Il n'en va pas de même dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire et dans l'enseignement tertiaire, car une partie de la population concernée ne sera plus scolarisée (voir l'indicateur B1).

Pour tenir compte de ces facteurs, le présent indicateur évalue les dépenses au titre des établissements d'enseignement par rapport la richesse nationale et illustre la priorité accordée à l'éducation en fonction des ressources globales des pays. La richesse nationale est estimée sur la base du PIB, et les dépenses d'éducation englobent les dépenses du secteur public, des entreprises ainsi que des effectifs scolarisés et de leur famille. Cet indicateur couvre les dépenses au titre des établissements d'enseignement, des universités et des autres établissements publics et privés fournissant des services d'éducation ou d'appui à l'éducation.

Les gouvernements surveillent leur budget de très près et peuvent décider de restrictions budgétaires même dans des secteurs majeurs tels que l'éducation en cas de ralentissement économique. Cet indicateur montre à titre de référence comment les dépenses d'éducation ont évolué au fil du temps en pourcentage du PIB national dans les pays de l'OCDE. Dans leurs décisions d'affectation budgétaire, les gouvernements doivent faire des arbitrages entre les postes où investir davantage, notamment le salaire des enseignants et le budget des infrastructures scolaires.

Autres faits marquants

- Dans le budget de l'éducation, l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire sont le poste de dépenses le plus important (69 % du budget total, soit 3.4 % du PIB) ; leur part varie selon la taille de l'effectif scolarisé.
- Les dépenses privées au titre des établissements d'enseignement, de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire, représentaient 0.8 % du PIB, en moyenne, dans les pays de l'OCDE, après transferts entre les pouvoirs publics et le secteur privé.
- Entre 2015 et 2017, les dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement ont diminué légèrement en pourcentage du PIB dans les niveaux d'enseignement non tertiaire (1.2 % en moyenne dans les pays de l'OCDE). En revanche, la réduction des dépenses au titre des établissements d'enseignement tertiaire a été plus marquée, avec un recul d'un peu plus de 5.1 % en moyenne dans les pays de l'OCDE.

Analyse

Investissement global en pourcentage du PIB

Tous les pays membres et partenaires de l'OCDE investissent une part importante de leurs ressources nationales dans l'éducation. En 2017, les pays de l'OCDE ont consacré en moyenne 4.9 % de leur PIB au financement de leurs établissements d'enseignement, de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire (voir le Tableau C2.1).

En pourcentage du PIB, les dépenses au titre des établissements d'enseignement, de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire, représentent 6 % en Australie, au Chili, aux États-Unis, en Israël, en Norvège, en Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni, mais sont de l'ordre de 3 à 4 % en Fédération de Russie, en Hongrie, en Irlande, en Italie, au Japon, en Lettonie, en Lituanie, au Luxembourg, en République slovaque et en République tchèque (voir le Graphique C2.1 et le Tableau C2.1). De nombreux facteurs influent sur la place relative des pays dans le classement selon cet indicateur, notamment la taille relative de l'effectif scolarisé, la durée des études et l'affectation des fonds. Dans l'enseignement tertiaire, les dépenses peuvent être influencées par les critères d'admission à des niveaux supérieurs d'enseignement, la taille de l'effectif scolarisé dans chaque secteur et domaine d'études, ainsi que l'ampleur de l'investissement dans des activités de recherche.

Dépenses au titre des établissements d'enseignement, selon le niveau d'enseignement

Dans tous les pays membres et partenaires de l'OCDE dont les données sont disponibles, la part de la richesse nationale consacrée à l'enseignement non tertiaire (enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire) est nettement supérieure à celle consacrée à l'enseignement tertiaire (voir le Tableau C2.1 et le Graphique C2.1). En moyenne, dans les pays de l'OCDE, 71 % des dépenses au titre des établissements d'enseignement, soit 3.5 % du PIB, concernent les niveaux d'enseignement non tertiaire, en raison des taux élevés de scolarisation à ces niveaux. La part du budget alloué aux établissements d'enseignement non tertiaire représente au moins 4.5 % du PIB en Colombie, en Islande, en Israël, en Norvège et en Nouvelle-Zélande, mais environ 2.4 % du PIB en Lituanie et en Fédération de Russie (voir le Tableau C2.1).

En moyenne, dans les pays de l'OCDE, les dépenses au titre des établissements d'enseignement représentent 1.5 % du PIB dans l'enseignement primaire et 1 % du PIB dans le premier cycle de l'enseignement secondaire. La part des dépenses au titre des établissements d'enseignement est toutefois fortement influencée par la composition démographique des pays et par la durée des études à chaque niveau d'enseignement. Les pays où les taux de fécondité sont relativement peu élevés sont moins susceptibles de consacrer une plus grande part de leur richesse à l'enseignement primaire et au premier cycle de l'enseignement secondaire. Il apparaît d'ailleurs que les pays qui investissent 1 % de leur PIB ou moins dans l'enseignement primaire tendent à afficher des taux de natalité peu élevés (c'est le cas de l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, l'Italie, la Lituanie, la République slovaque et la République tchèque, voir le Tableau C2.1). Dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire, les dépenses représentent entre 0.5 % du PIB en filière professionnelle et 0.6 % en filière générale, en moyenne dans les pays de l'OCDE. Ces chiffres varient toutefois fortement entre les pays. Environ un tiers des pays dont les données sont disponibles consacrent une part plus élevée de leur PIB à la filière professionnelle qu'à la filière générale ; les différences les plus importantes s'observent en Finlande, aux Pays-Bas et en République tchèque (0.5-0.6 points de pourcentage) (voir le Tableau C2.1).

L'enseignement tertiaire représente en moyenne 1.4 % du PIB des pays. À ce niveau d'enseignement, les différents parcours des étudiants, les filières d'enseignement, la durée des études, l'organisation de l'enseignement et le budget alloué à la recherche et au développement (R-D) sont autant de facteurs qui influent sur le niveau des dépenses. En 2017, ce sont l'Australie, le Canada, le Chili, les États-Unis, la Norvège et le Royaume-Uni qui ont consacré la part la plus élevée de leur PIB à l'enseignement tertiaire (entre 2 et 3 %). Sans surprise, ces pays comptent aussi parmi ceux où la part privée du financement de ce niveau d'enseignement est la plus élevée après contrôle des transferts public-privé (entre 1.1 et 1.7 % du PIB ; voir le Tableau C2.2 et le Graphique C2.2).

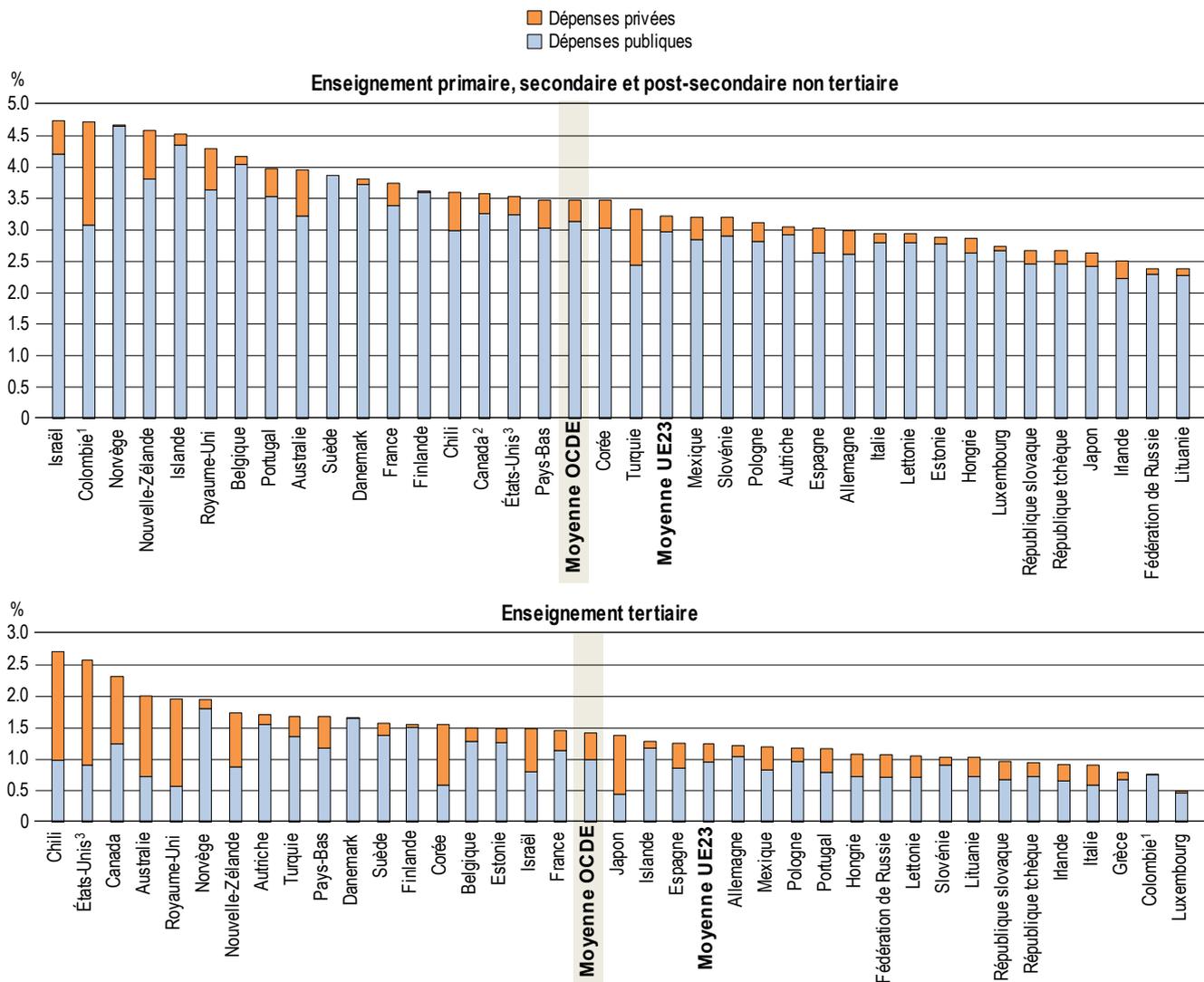
Les dépenses de R-D dans les établissements d'enseignement tertiaire peuvent représenter une part importante du budget total de ce niveau d'enseignement ; leur ampleur dépend de la structure des activités de recherche subventionnées par les fonds publics ainsi que des infrastructures et des équipements disponibles. En Australie, en Finlande, en Norvège, aux Pays-Bas, en Suède ainsi que dans les autres pays de l'OCDE où la majeure partie des activités de recherche subventionnées par l'État s'effectuent dans les établissements d'enseignement tertiaire, les dépenses de R-D sont plus importantes que dans les pays où la majeure partie de ces activités s'effectuent dans d'autres structures. Si les activités de R-D sont exclues, les dépenses au titre des établissements d'enseignement diminuent en pourcentage du PIB de 0.4 point de pourcentage en moyenne dans les pays de l'OCDE ; cette diminution représente au moins 0.7 point de pourcentage au Danemark, en Finlande, en Norvège et en Suède (voir le Tableau C2.1).

Dépenses au titre des établissements d'enseignement, selon la provenance des fonds

Le budget de l'éducation reste essentiellement constitué de fonds publics dans les pays de l'OCDE. En moyenne, les dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement, de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire, représentent (après transferts au secteur privé) 4.1 % du PIB. Toutefois, ce pourcentage varie fortement entre les pays dont les données sont disponibles. L'investissement public direct représente entre 2.8 et 3.2 % du PIB en Fédération de Russie, en Grèce, en Hongrie, en Irlande, au Japon, en Lituanie, au Luxembourg, en République slovaque et en République tchèque, mais entre 5.0 et 6.4 % du PIB en Belgique, au Brésil, en Finlande, en Islande, en Norvège et en Suède (voir le Tableau C2.2).

Graphique C2.2. Dépenses totales au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB, selon la provenance des financements (2017)

Après transferts entre sources publiques, privées et internationales ; enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire



Remarque : Les dépenses internationales sont regroupées avec les dépenses publiques pour des raisons de présentation.

1. Année de référence : 2018.

2. L'enseignement primaire inclut des programmes de l'enseignement préprimaire.

3. Les valeurs présentées sont relatives aux prêts d'études nets, et non bruts, ce qui induit donc une sous-estimation des transferts publics.

Les pays sont classés par ordre décroissant des dépenses totales au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB.

Source : OCDE/ISU/Eurostat (2020), tableau C2.2. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (<https://doi.org/10.1787/f8d7880d-en>).

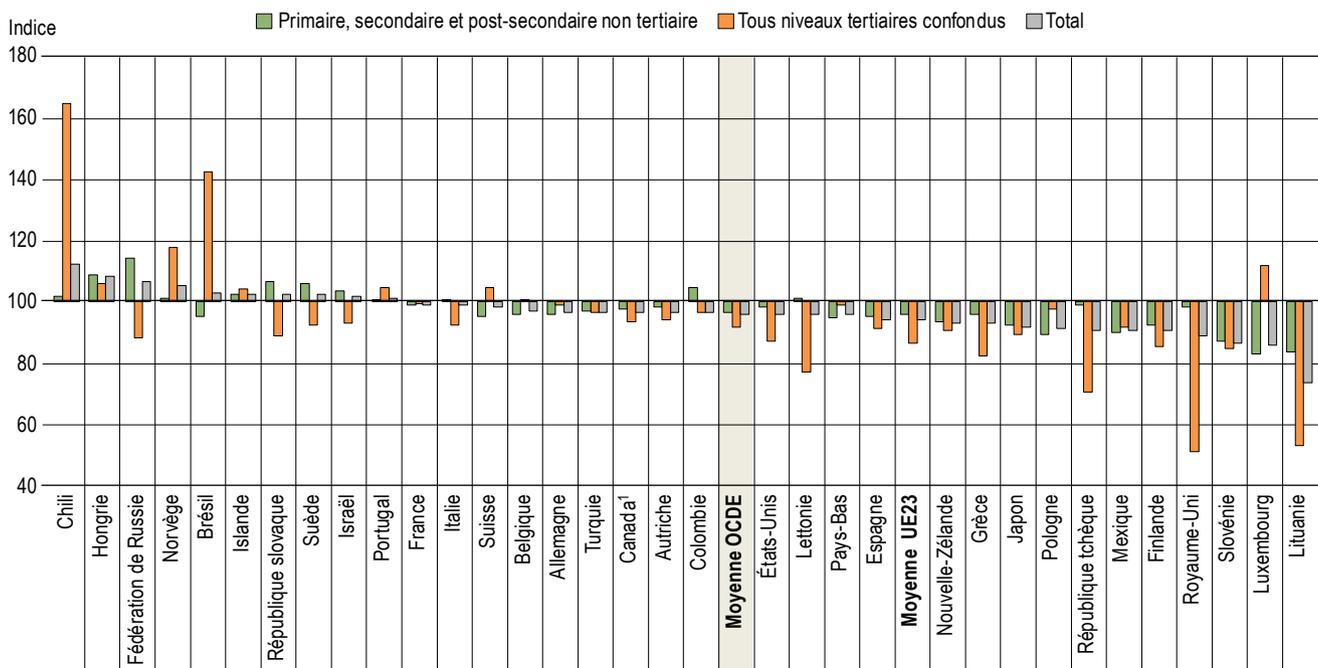
De l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire, les transferts publics aux ménages (tels que les bourses et les prêts d'études destinés à financer les frais de scolarité et autres) et les subventions publiques au titre de l'éducation à d'autres entités privées (telles que des entreprises ou des organisations syndicales qui proposent des formations sous contrat d'apprentissage par exemple) représentent en moyenne 0.2 % du PIB dans les pays de l'OCDE ; ils représentent plus de 0.3 % du PIB en Australie, au Chili et en Nouvelle-Zélande et atteignent 0.6 % du PIB au Royaume-Uni (voir le graphique C2.2), ce qui s'explique principalement par les transferts publics dans l'enseignement tertiaire.

L'austérité budgétaire conduit de nombreux systèmes d'éducation à mettre davantage le secteur privé à contribution, en particulier pour financer l'enseignement tertiaire. Après transferts, les financements privés au titre des établissements d'enseignement, de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire, représentent en moyenne 0.8 % du PIB. Les transferts directs du secteur privé aux établissements d'enseignement varient toutefois sensiblement entre les pays : ils ne représentent pas plus de 0.1 % du PIB au Danemark, en Finlande et au Luxembourg, mais atteignent au moins 2 % du PIB en Australie, au Chili, aux États-Unis et au Royaume-Uni (voir le Graphique C2.2).

L'investissement privé est peu élevé dans l'enseignement non tertiaire : il représente en moyenne 0.3 % du PIB dans les pays de l'OCDE après contrôle des transferts public-privé, mais au moins 0.7 % du PIB en Australie, en Colombie, en Nouvelle-Zélande, au Royaume-Uni et en Turquie, les pays où la part relative des fonds privés est la plus élevée dans l'enseignement non tertiaire. Dans l'enseignement tertiaire, l'investissement privé prend plus d'importance et représente en moyenne 0.4 % du PIB après transferts. Dans certains pays, les sources privées contribuent davantage que dans d'autres, même avant prise en compte des transferts publics aux ménages. Dans des pays comme l'Australie, le Chili, la Corée, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni, les dépenses privées correspondent à au moins 0.6 % du PIB, avant transferts. Après prise en compte des transferts publics, les investissements privés représentent plus de 1 % du PIB dans ces pays. Au Chili et aux États-Unis, les dépenses privées représentent plus de 1.7 % du PIB, soit le pourcentage le plus élevé parmi tous les pays de l'OCDE (voir le Tableau C2.2 et le Graphique C2.2).

Graphique C2.3. Indice de variation des dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB (2015 et 2017)

Source finale de financement, par niveau d'enseignement ; année de référence 2015 = 100



1. L'enseignement primaire inclut des programmes de l'enseignement préprimaire.

2. Rupture des séries chronologiques.

Les pays sont classés par ordre décroissant de l'indice de variation des dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB

Source : OCDE/ISU/Eurostat (2020), tableau C2.4, disponible en ligne. Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (<https://doi.org/10.1787/f8d7880d-en>).

Évolution des dépenses d'éducation entre 2012 et 2017

Entre 2012 et 2017, les pays de l'OCDE ont augmenté les dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement à tous les niveaux d'enseignement, mais à un rythme plus lent que la croissance moyenne du PIB (tableau C2.4, disponible en ligne, et graphique C2.3). Cette tendance se vérifie également lorsque des sources privées sont prises en compte. Toutes sources confondues, les dépenses totales au titre de l'enseignement primaire à l'enseignement tertiaire ont augmenté de 6.6 % en moyenne entre 2012 et 2017 dans les pays de l'OCDE, mais les dépenses totales rapportées au PIB ont diminué de 5.2 %, essentiellement à cause du rythme plus soutenu auquel le PIB a augmenté pendant cette période (13.1 %) (voir le tableau C2.3). Les dépenses totales au titre des établissements d'enseignement ont diminué en pourcentage du PIB dans plus de deux tiers des pays membres et partenaires de l'OCDE. Les ajustements négatifs les plus importants ont été enregistrés en Colombie, en République tchèque, en Irlande, en Lituanie, au Luxembourg, au Mexique et en Slovénie avec une augmentation du PIB de 10 % et une réduction des dépenses totales au titre de l'éducation durant la même période. Par contraste, la Norvège fait figure exception avec une augmentation de 17 % des dépenses totales au titre de l'éducation, supérieure à l'augmentation significative de son PIB (voir le Tableau C2.3).

L'évolution des dépenses au titre des différents niveaux d'enseignement a suivi la même tendance entre 2012 et 2017. Les dépenses au titre des établissements d'enseignement, dans les niveaux de l'enseignement non tertiaire, ont diminué de 3.9 % en pourcentage du PIB. Ces moyennes occultent toutefois des variations importantes dans certains pays. Durant cette période, les dépenses au titre des établissements d'enseignement non tertiaire ont par exemple augmenté d'au moins 6 % en pourcentage du PIB en Fédération de Russie et en Suède. Durant la même période, les plus fortes augmentations des dépenses au titre de ces niveaux d'enseignement ont été enregistrées en Lituanie, au Luxembourg, au Mexique, au Portugal et en Slovénie (plus de 11 %), ce qui s'explique en grande partie par une diminution globale des dépenses publiques (voir le Tableau C2.3).

Dans un cinquième environ des pays dont les données sont disponibles, les investissements dans l'enseignement tertiaire en pourcentage du PIB ont augmenté entre 2012 et 2017, alors qu'ils ont diminué ou sont restés presque stables dans l'enseignement non tertiaire. Le Chili, le Luxembourg et le Royaume-Uni illustrent clairement cette tendance : en pourcentage du PIB, les dépenses ont augmenté de plus de 10 % dans l'enseignement tertiaire, mais elles ont diminué d'au moins 2 % dans l'enseignement non tertiaire durant cette période (voir le Tableau C2.3).

Définitions

Les **dépenses au titre des établissements d'enseignement** correspondent aux dépenses publiques, privées et internationales au titre des entités qui fournissent des services d'éducation aux individus ou des services en rapport avec l'éducation aux individus et à d'autres établissements d'enseignement (écoles, universités et autres institutions publiques et privées).

Les **dépenses publiques initiales** comprennent les dépenses publiques directes au titre des établissements d'enseignement ainsi que les transferts publics au secteur privé et excluent les transferts du secteur international. Les **dépenses privées initiales** correspondent aux frais de scolarité et autres montants versés par les ménages aux établissements d'enseignement, déduction faite de la partie de ces sommes qui est financée par des subventions publiques. Les **dépenses internationales initiales** comprennent les dépenses internationales directes au titre des établissements d'enseignement (par exemple un budget de recherche accordé par une société étrangère à une université publique) et les transferts internationaux aux gouvernements.

Les **dépenses publiques finales** comprennent les achats publics directs de ressources d'éducation et les versements publics aux établissements d'enseignement. Les **dépenses privées finales** comprennent toutes les dépenses directes au titre des établissements d'enseignement (frais de scolarité et autres montants versés par les ménages aux établissements d'enseignement), qu'elles soient ou non partiellement financées par des subventions publiques. Elles incluent également les dépenses des entreprises privées au titre de la composante de pratique professionnelle dans les programmes « emploi-études » et les programmes de formation en milieu professionnel. Les **dépenses internationales finales** comprennent les montants directement versés par le secteur international aux établissements d'enseignement, par exemple des budgets de recherche et autres fonds internationaux versés directement aux établissements d'enseignement.

Les **subventions publiques aux ménages et à d'autres entités privées** incluent les transferts publics et internationaux, tels que les bourses et les aides financières aux effectifs scolarisés, ainsi que certaines subventions à d'autres entités privées. Elles correspondent donc aux transferts publics et à certains autres versements aux ménages, pour autant qu'ils financent des services d'éducation dans les établissements d'enseignement (par exemple, les bourses, les aides financières et les prêts d'études au titre des frais de scolarité). Elles incluent aussi les transferts et autres versements publics (essentiellement sous forme de subventions) à d'autres entités privées, notamment les subventions aux entreprises et aux organisations

syndicales qui proposent des formations sous contrat d'apprentissages et les subventions au titre des intérêts aux institutions financières privées qui accordent des prêts d'études, etc.

Les **dépenses publiques directes au titre des établissements d'enseignement** couvrent les dépenses des pouvoirs publics au titre de ressources d'éducation fournies aux établissements d'enseignement ou les versements des pouvoirs publics aux établissements d'enseignement qui sont responsables de l'achat de ressources d'éducation.

Les **dépenses privées (des ménages et autres entités privées) directes au titre des établissements d'enseignement** comprennent les frais de scolarité et autres montants versés par le secteur privé aux établissements d'enseignement, qu'ils soient ou non partiellement financés par des subventions publiques.

Méthodologie

Les dépenses au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB d'un niveau d'enseignement sont calculées comme suit : les dépenses totales au titre des établissements d'enseignement de ce niveau sont divisées par le PIB. Les dépenses et le PIB exprimés en devise nationale sont divisés par l'indice de parité de pouvoir d'achat (PPA) pour le PIB afin d'obtenir leur équivalent en dollars des États-Unis (USD). La conversion basée sur l'indice PPA est préférée à celle basée sur le taux de change du marché, car celui-ci subit l'influence de nombreux facteurs (taux d'intérêt, politiques commerciales, prévisions de croissance économique, etc.) sans grand rapport avec le pouvoir d'achat relatif du moment dans les différents pays de l'OCDE (voir l'annexe 2 pour davantage de précisions).

Toutes les entités qui financent l'éducation sont publiques, privées ou internationales (organismes internationaux et autres entités étrangères). Les chiffres fournis ici regroupent les dépenses publiques et internationales pour des raisons de présentation. Comme la part des dépenses internationales est relativement minime par rapport à celle des autres dépenses, inclure les dépenses internationales dans les dépenses publiques n'affecte pas l'analyse de la part des dépenses publiques.

Les dépenses au titre des biens et services d'éducation ne sont pas toutes effectuées au sein des établissements d'enseignement. Les familles peuvent par exemple acheter des fournitures et des manuels scolaires dans le commerce ou recourir aux services d'un professeur particulier en dehors des établissements d'enseignement. Dans l'enseignement tertiaire, les frais de subsistance et le manque à gagner des étudiants pendant leur formation peuvent représenter une part importante du coût de l'éducation. Toutes ces dépenses effectuées en dehors des établissements d'enseignement sont exclues de cet indicateur, même si elles font l'objet de subventions publiques. Le financement public des coûts de l'éducation en dehors des établissements d'enseignement est étudié dans les indicateurs C4 et C5.

Une partie du budget des établissements d'enseignement est consacrée aux services auxiliaires généralement proposés aux effectifs scolarisés (cantine, logement et transport). La part du coût de ces services financée par les effectifs scolarisés est également incluse dans cet indicateur.

Les dépenses au titre des établissements d'enseignement sont calculées sur la base de la comptabilité de caisse et donnent dès lors un aperçu des dépenses effectuées lors de l'année de référence. De nombreux pays mettent en place un système de prêt et de remboursement dans l'enseignement tertiaire. Les prêts publics sont pris en considération, mais les remboursements des emprunteurs privés ne le sont pas ; la contribution privée aux coûts de l'éducation peut donc être sous-estimée.

Voir le *Guide de l'OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation 2018* (OCDE, 2018^[1]) pour de plus amples informations. Voir les notes spécifiques aux pays à l'annexe 3 (<https://doi.org/10.1787/69096873-en>).

Source

Les données se rapportent à l'année budgétaire 2017 (sauf mention contraire) et proviennent de la collecte de données statistiques sur l'éducation de l'UNESCO, de l'OCDE et d'Eurostat (UOE) réalisée en 2019 par l'OCDE (pour plus de précisions, voir l'annexe 3, <https://doi.org/10.1787/69096873-en>). Les données de l'Afrique du Sud, de l'Arabie saoudite, de l'Argentine, de l'Inde, de l'Indonésie et de la République populaire de Chine proviennent de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU).

Les données relatives aux dépenses de 2005 à 2017 ont été mises à jour sur la base d'une enquête menée en 2019 et 2020 et ont été ajustées en fonction des méthodes et des définitions appliquées lors du dernier exercice UOE de collecte de données en date.

Référence

OCDE (2018), *Guide de l'OCDE pour l'établissement de statistiques internationalement comparables dans le domaine de l'éducation 2018: Concepts, normes, définitions et classifications*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264305380-fr> (consulté le 16 avril 2020). [1]

Tableaux de l'indicateur C2

- Tableau C2.1** Dépenses totales au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB (2017)
- Tableau C2.2** Dépenses totales au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB, selon la provenance des financements (2017)
- Tableau C2.3** Indice de variation des dépenses totales au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB (2005, 2012 et 2017)
- WEB Tableau C2.4** *Indice de variation des dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB (2005, 2012 et 2017)*

Date butoir pour les données : 19 juillet 2020. Les mises à jour peuvent être consultées en ligne (<http://dx.doi.org/10.1787/eag-data-en>). D'autres données désagrégées sont également disponibles dans la Base de données de *Regards sur l'éducation* (<http://stats.oecd.org/>).

StatLink: <https://doi.org/10.1787/888934164446>

Tableau C2.1. Dépenses totales au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB (2017)

Dépenses directes au sein des établissements d'enseignement, selon le niveau d'enseignement

OCDE	Pays	Primaire (1)	Secondaire				Post-secondaire non tertiaire (7)	Primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire (8)	Tertiaire				Du primaire au tertiaire (13)	Du primaire au tertiaire (à l'exclusion de la R-D) (14)	
			Premier cycle du secondaire (2)	Deuxième cycle du secondaire					Premier et deuxième cycles du secondaire confondus (6)	Tertiaire de cycle court (9)	Tertiaire de cycle long (10)	Tous niveaux tertiaires confondus (11)			Tous niveaux tertiaires confondus (à l'exclusion de la R-D) (12)
				Filière générale (3)	Filière professionnelle (4)	Toutes filières confondus (5)									
Australie	1.8	1.3	0.6	0.2	0.8	2.0	0.1	4.0	0.2	1.8	2.0	1.4	6.0	5.4	
Autriche	0.9	1.2	0.3	0.6	0.9	2.1	0.0	3.1	0.3	1.5	1.7	1.2	4.8	4.3	
Belgique	1.6	0.9	0.7 ^d	1.0 ^d	1.7 ^d	2.6 ^d	x(3, 4, 5, 6)	4.2	0.0	1.5	1.5	1.0	5.7	5.1	
Canada ^{1, 2}	2.2 ^d	x(1)	x(5)	x(5)	1.4	1.4	m	3.6 ^d	0.6	1.7	2.3	m	5.9 ^d	m	
Chili	1.8	0.6	0.9	0.3	1.2	1.8	a	3.6	0.4	2.3	2.7	2.6	6.3	6.2	
Colombie ^{2, 3}	2.0	2.1	x(5)	x(5)	0.6	2.7	m	4.7	x(11)	x(11)	0.8	0.4	5.5	5.1	
Costa Rica ³	m	m	m	m	m	m	a	m	m	m	m	m	m	m	
République tchèque	0.8	1.0	0.2	0.7	0.9	1.8	0.0	2.7	0.0	0.9	0.9	0.6	3.6	3.3	
Danemark	2.0	1.0	x(5)	x(5)	0.9	1.8	a	3.8	0.2	1.5	1.7	0.8	5.5	4.6	
Estonie	1.5	0.7	0.4	0.3	0.7	1.3	0.1	2.9	a	1.5	1.5	1.0	4.4	3.9	
Finlande	1.3	1.1	0.3	0.9 ^d	1.2 ^d	2.3 ^d	x(4, 5, 6)	3.6	a	1.6	1.6	0.9	5.2	4.5	
France	1.2	1.3	0.8	0.5	1.2	2.5	0.0	3.7	0.3	1.1	1.5	1.0	5.2	4.7	
Allemagne	0.7	1.2	0.4	0.5	0.9	2.1	0.2	3.0	0.0	1.2	1.2	0.7	4.2	3.7	
Grèce	1.3	0.7	0.5	0.3	0.7	1.4	m	m	a	0.8	0.8	0.5	m	m	
Hongrie	0.7	0.7	0.7	0.4	1.1	1.8	0.3	2.9	0.0	1.1	1.1	0.9	3.9	3.8	
Islande	2.2	1.0	0.8	0.4	1.2	2.2	0.1	4.5	0.0	1.3	1.3	m	5.8	m	
Irlande	1.2	0.6	x(5)	x(5)	0.5	1.1	0.2	2.5	x(11)	x(11)	0.9	0.9	3.4	3.4	
Israël	2.5	x(3, 4, 5)	1.4 ^d	0.9 ^d	2.2 ^d	2.2	0.0	4.7	0.2	1.3	1.5	1.0	6.2	5.7	
Italie	1.0	0.7	x(5)	x(5)	1.2 ^d	1.9 ^d	x(5, 6)	3.0	0.0	0.9	0.9	0.6	3.9	3.6	
Japon	1.1	0.7	x(5)	x(5)	0.8 ^d	1.5 ^d	x(5, 6, 9, 10, 11)	2.6	0.2 ^d	1.2 ^d	1.4 ^d	m	4.0	m	
Corée	1.5	0.8	x(5)	x(5)	1.1	2.0	a	3.5	0.2	1.4	1.6	1.2	5.0	4.7	
Lettonie	1.4	0.7	0.5	0.4	0.8	1.5	0.1	2.9	0.1	0.9	1.1	0.8	4.0	3.8	
Lituanie	0.8	1.0	0.3	0.1	0.4	1.5	0.1	2.4	a	1.0	1.0	0.8	3.4	3.2	
Luxembourg	1.1	0.8	0.3	0.5	0.9	1.6	0.0	2.7	0.0	0.5	0.5	0.3	3.2	3.1	
Mexique	1.6	0.8	0.5	0.3	0.8	1.6	a	3.2	x(11)	x(11)	1.2	1.0	4.4	4.2	
Pays-Bas	1.2	1.2	0.3	0.8	1.2	2.3	a	3.5	0.0	1.7	1.7	1.1	5.2	4.6	
Nouvelle-Zélande	1.8	1.3	1.0	0.3	1.4	2.7	0.1	4.6	0.2	1.5	1.7	1.4	6.3	6.0	
Norvège	2.2	1.0	0.8	0.7	1.5	2.4	0.0	4.7	0.0	1.9	2.0	1.1	6.6	5.8	
Pologne	1.6	0.7	0.3	0.5	0.8	1.5	0.0	3.1	0.0	1.2	1.2	0.9	4.3	4.0	
Portugal	1.6	1.2	x(5)	x(5)	1.2 ^d	2.4 ^d	x(5, 6)	4.0	0.0	1.1	1.2	0.9	5.2	4.9	
République slovaque	0.9	0.9	0.3	0.6	0.8	1.7	0.0	2.7	0.0	0.9	1.0	0.7	3.6	3.4	
Slovénie	1.5	0.8	0.3	0.6	0.9	1.7	a	3.2	0.0	1.0	1.0	0.8	4.2	4.0	
Espagne	1.3	0.8	0.6	0.3 ^d	0.9 ^d	1.7 ^d	x(4, 5, 6)	3.0	0.2	1.1	1.3	0.9	4.3	4.0	
Suède	1.9	0.9	0.6	0.5	1.1	2.0	0.0	3.9	0.0	1.5	1.6	0.7	5.4	4.6	
Suisse	m	m	x(5)	x(5)	1.3 ^d	m	x(5)	m	m	m	m	m	m	m	
Turquie	0.9	1.0	0.7	0.7	1.5	2.4	a	3.3	x(11)	x(11)	1.7	1.4	5.0	4.7	
Royaume-Uni	1.9	1.0	0.9	0.5	1.4	2.4	a	4.3	0.1	1.8	2.0	1.6	6.3	5.8	
États-Unis	1.7	0.9	x(5)	x(5)	1.0	1.9	0.0	3.6	x(11)	x(11)	2.6	2.3	6.1	5.8	
Moyenne OCDE	1.5	1.0	0.6	0.5	1.1	1.9	m	3.5	0.1	1.3	1.4	1.0	4.9	4.5	
Moyenne UE23	1.3	0.9	0.5	0.5	1.0	1.9	m	3.2	0.1	1.2	1.2	0.9	4.5	4.1	
Partenaires	Argentine	m	m	m	m	m	a	m	m	m	m	m	m	m	
	Brésil	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Indonésie ³	m	m	m	m	m	a	m	m	m	m	m	m	m	
	Fédération de Russie	x(3, 4, 5, 6)	x(3, 4, 5, 6)	2.3 ^d	0.1 ^d	2.4 ^d	x(3, 4, 5, 6)	2.4	0.2	0.9	1.1	1.0	3.4	3.3	
	Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Afrique du Sud	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	
	Moyenne G20	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	

Remarque : Consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie » pour de plus amples informations. Les données et d'autres types de ventilations peuvent être consultés sur <http://stats.oecd.org/>, Base de données de *Regards sur l'éducation*.

1. L'enseignement primaire inclut des programmes de l'enseignement préprimaire.
2. Les chiffres de l'enseignement post-secondaire non tertiaire sont considérés comme négligeables.
3. Année de référence : 2018.

Source : OCDE/ISU/Eurostat (2020). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (<https://doi.org/10.1787/8d7880d-en>).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934164465>

Tableau C2.2. Dépenses totales au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB, selon la provenance des financements (2017)

Dépenses directes au sein des établissements d'enseignement, selon le niveau d'enseignement

OCDE	Primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire						Tertiaire						Du primaire au tertiaire					
	Financement initial (avant transferts entre les secteurs public et privé)			Financement final (après transferts entre les secteurs public et privé)			Financement initial (avant transferts entre les secteurs public et privé)			Financement final (après transferts entre les secteurs public et privé)			Financement initial (avant transferts entre les secteurs public et privé)			Financement final (après transferts entre les secteurs public et privé)		
	Public	Privé	International	Public	Privé	International	Public	Privé	International	Public	Privé	International	Public	Privé	International	Public	Privé	International
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)	(18)
Pays																		
Australie	3.3	0.7	0.0	3.2	0.7	0.0	1.1	0.9 ^d	x(8)	0.7	1.3 ^d	x(11)	4.4	1.6 ^d	x(14)	3.9	2.0 ^d	x(17)
Autriche	3.0	0.1	a	2.9	0.1	a	1.6	0.1	a	1.6	0.2	a	4.5	0.2	a	4.5	0.3	a
Belgique	4.1	0.1	0.0	4.0	0.1	0.0	1.3	0.2	0.1	1.2	0.2	0.0	5.4	0.2	0.1	5.2	0.4	0.1
Canada ¹	m	m	m	3.3 ^d	0.3 ^d	x(5)	m	m	m	1.2	1.1 ^d	x(11)	m	m	m	4.5 ^d	1.4 ^d	x(17)
Chili	3.0	0.6	a	3.0	0.6	a	1.2	1.5	a	1.0	1.7	a	4.2	2.1	a	4.0	2.4	a
Colombie ²	m	m	0.0	3.1	1.6	0.0	m	m	0.0	0.8	0.0	0.0	m	m	0.0	3.8	1.6	0.0
Costa Rica ²	m	m	m	4.0	m	m	m	m	m	1.6	m	m	m	m	m	5.6	m	m
République tchèque	2.5	0.2	0.0	2.5	0.2	0.0	0.7	0.2	0.0	0.7	0.2	0.0	3.2	0.4	0.0	3.2	0.4	0.0
Danemark	3.7	0.1	0.0	3.7	0.1	0.0	1.6	0.0	0.0	1.6	0.0	0.0	5.4	0.1	0.0	5.4	0.1	0.0
Estonie	2.5	0.1	0.2	2.8	0.1	0.0	0.9	0.2	0.3	1.1	0.2	0.2	3.5	0.3	0.6	3.8	0.3	0.2
Finlande	3.6	0.0	0.0	3.6	0.0	0.0	1.4	0.1	0.1	1.4	0.1	0.1	5.0	0.1	0.1	5.0	0.1	0.1
France	3.5	0.3	0.0	3.4	0.3	0.0	1.2	0.3	0.0	1.1	0.3	0.0	4.6	0.5	0.0	4.5	0.7	0.0
Allemagne	m	m	m	2.6	0.4	0.0	m	m	m	1.0	0.2	0.0	m	m	m	3.6	0.6	0.0
Grèce	m	m	0.0	2.5	m	0.0	0.6	0.1	0.1	0.6	0.1	0.1	m	m	0.1	3.1	m	0.1
Hongrie	m	m	0.0	2.6	0.2	0.0	m	m	0.0	0.7	0.4	0.0	m	m	0.0	3.3	0.6	0.0
Islande	4.4	0.2	0.0	4.4	0.2	0.0	1.2	0.1	0.0	1.2	0.1	0.0	5.5	0.3	0.0	5.5	0.3	0.0
Irlande	2.2	0.3	0.0	2.2	0.3	0.0	0.8	0.1	0.0	0.6	0.3	0.0	3.0	0.3	0.0	2.8	0.5	0.0
Israël	4.3	0.5	0.0	4.2	0.5	0.0	m	m	0.0	0.8	0.7	0.0	m	m	0.0	5.0	1.2	0.0
Italie	2.8	0.2	0.0	2.8	0.2	0.0	0.7	0.2	0.0	0.6	0.3	0.0	3.4	0.4	0.1	3.3	0.5	0.1
Japon	m	m	0.0	2.4	0.2	0.0	m	m	0.0 ^d	0.4 ^d	1.0 ^d	0.0 ^d	m	m	0.0	2.9	1.2	0.0
Corée	3.1	0.4 ^d	x(2)	3.0	0.4 ^d	x(5)	0.8	0.7 ^d	x(8)	0.6	1.0 ^d	x(11)	3.9	1.1 ^d	x(14)	3.6	1.4 ^d	x(17)
Lettonie	m	m	0.1	2.8	0.1	0.0	m	m	0.1	0.6	0.3	0.1	m	m	0.2	3.4	0.5	0.1
Lituanie	2.2	0.1	0.0	2.3	0.1	0.0	0.6	0.3	0.1	0.7	0.3	0.1	2.8	0.4	0.2	2.9	0.4	0.1
Luxembourg	2.6	0.1	0.1	2.6	0.1	0.1	0.4	0.0	0.0	0.4	0.0	0.0	3.0	0.1	0.1	3.0	0.1	0.1
Mexique	2.9	0.3	0.0	2.8	0.4	0.0	0.9	0.3	0.0	0.8	0.4	0.0	3.7	0.7	0.0	3.7	0.7	0.0
Pays-Bas	m	m	0.0	3.0	0.4	0.0	m	m	0.1	1.1	0.5	0.1	m	m	0.1	4.2	0.9	0.1
Nouvelle-Zélande	3.9	0.7	0.0	3.8	0.8	0.0	1.1	0.6	0.0	0.9	0.9	0.0	5.0	1.3	0.0	4.7	1.6	0.0
Norvège	4.7	0.0	0.0	4.7	0.0	0.0	1.8	0.1	0.0	1.8	0.1	0.0	6.5	0.1	0.0	6.4	0.2	0.0
Pologne	2.7	0.3	0.1	2.8	0.3	0.1	1.1	0.1	0.0	1.0	0.2	0.0	3.8	0.4	0.1	3.7	0.5	0.1
Portugal	3.5	0.4	0.0	3.5	0.4	0.0	0.7	0.4	0.1	0.7	0.4	0.1	4.2	0.8	0.1	4.2	0.8	0.1
République slovaque	2.5	0.1	0.0	2.5	0.2	0.0	0.6	0.2	0.1	0.7	0.3	0.0	3.1	0.4	0.1	3.1	0.5	0.0
Slovénie	2.9	0.3	0.0	2.9	0.3	0.0	0.8	0.1	0.1	0.9	0.1	0.0	3.7	0.4	0.1	3.8	0.4	0.1
Espagne	2.6	0.4	0.0	2.6	0.4	0.0	0.9	0.4	0.0	0.8	0.4	0.0	3.5	0.8	0.0	3.5	0.8	0.0
Suède	3.9	a	a	3.9	a	a	1.3	0.2	0.1	1.3	0.2	0.1	5.2	0.2	0.1	5.2	0.2	0.1
Suisse	3.2	m	0.0	3.2	m	0.0	1.3	m	0.0	1.3	m	0.0	4.6	m	0.0	4.5	m	0.0
Turquie	2.4	0.9	0.0	2.4	0.9	0.0	1.3	0.3	0.0	1.3	0.3	0.0	3.8	1.2	0.0	3.8	1.2	0.0
Royaume-Uni	3.7	0.6	0.0	3.6	0.7	0.0	1.0	0.9	0.1	0.5	1.4	0.1	4.7	1.5	0.1	4.1	2.1	0.1
États-Unis ³	m	m	a	3.2	0.3	a	m	m	a	0.9	1.7	a	m	m	a	4.2	2.0	a
Moyenne OCDE	3.2	0.3	0.0	3.1	0.3	0.0	1.0	0.3	0.1	1.0	0.4	0.0	4.2	0.6	0.1	4.1	0.8	0.0
Moyenne UE23	3.0	0.2	0.0	3.0	0.3	0.0	1.0	0.2	0.1	0.9	0.3	0.1	4.0	0.4	0.1	3.9	0.6	0.1
Partenaires																		
Argentine	m	m	m	3.7	m	a	m	m	m	1.2	m	a	m	m	m	4.9	m	a
Brésil	m	m	m	4.0	m	m	m	m	m	1.1	m	m	m	m	m	5.1	m	m
Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Indonésie ²	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Fédération de Russie	m	m	m	2.3	0.1	0.0	m	m	m	0.7	0.3	0.0	m	m	m	3.0	0.4	0.0
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Afrique du Sud	m	m	m	4.1	m	m	m	m	m	0.6	m	m	m	m	m	4.7	m	m
Moyenne G20	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m

Remarque : Certains niveaux d'enseignement sont regroupés. Pour plus de détails, voir le code « x » dans le tableau C2.1. Consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie » pour de plus amples informations. Les données et d'autres types de ventilations peuvent être consultés sur <http://stats.oecd.org>, Base de données de Regards sur l'éducation.

1. L'enseignement primaire inclut des programmes de l'enseignement préprimaire.

2. Année de référence : 2018.

3. Les valeurs présentées sont relatives aux prêts d'études nets, et non bruts, ce qui induit donc une sous-estimation des transferts publics.

Source : OCDE/ISU/Eurostat (2020). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (<https://doi.org/10.1787/8d7880d-en>).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934164484>

Tableau C2.3. Indice de variation des dépenses totales au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB (2005, 2012 et 2017)

Déflateur du PIB 2015 = 100, prix constants, selon le niveau d'enseignement

	Primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire			Tertiaire			Du primaire au tertiaire						PIB		
	Évolution des dépenses totales au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB (2015 = 100)			Évolution des dépenses totales au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB (2015 = 100)			Évolution des dépenses totales au titre des établissements d'enseignement (2015 = 100)			Évolution des dépenses totales au titre des établissements d'enseignement en pourcentage du PIB (2015 = 100)			Évolution du PIB (2015 = 100)		
	2005	2012	2017	2005	2012	2017	2005	2012	2017	2005	2012	2017	2005	2012	2017
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)
OCDE															
Pays															
Australie	m	m	101.4	m	m	99.0	m	m	104.7	m	m	100.6	73.7	92.6	104.1
Autriche	m	100.0	98.1	m	100.2	98.1	m	98.4	102.6	m	100.1	98.1	88.9	98.3	104.6
Belgique	97.3	103.4	99.4	84.6	96.8	102.9	81.9	97.6	103.8	94.1	101.7	100.3	87.1	96.0	103.5
Canada ¹	98.1 ^d	103.0 ^d	101.8 ^d	99.1	104.0	94.0	79.7 ^d	95.3 ^d	98.4 ^d	98.5 ^d	103.4 ^d	98.6 ^d	80.9	92.2	99.8
Chili	114.2	118.4	114.3	95.3	121.5	134.8	73.4	110.4	125.9	106.8	119.6	122.3	68.7	92.3	103.0
Colombie	m	97.2	99.3	m	108.2	95.7	m	96.0	99.0	m	108.2	95.7	63.9	88.7	103.5
Costa Rica	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	66.1	91.2	107.8
République tchèque	104.4	104.0	101.4	82.5	124.4	81.8	79.7	102.4	102.1	97.7	110.2	95.5	81.6	92.9	106.9
Danemark	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	92.8	95.3	105.3
Estonie	117.9	109.1	100.0	65.4	91.0	85.8	84.7	96.3	102.7	98.2	102.4	94.7	86.3	94.1	108.5
Finlande	93.1	98.7	91.5	96.6	107.4	91.6	89.6	102.1	96.8	94.2	101.3	91.5	95.1	100.7	105.8
France	103.9	101.4	100.3	88.7	98.7	99.6	90.9	98.0	103.4	99.6	100.6	100.1	91.2	97.4	103.4
Allemagne	109.5	104.5	99.4	83.9	99.7	99.5	88.3	98.7	104.2	102.1	103.1	99.5	86.5	95.7	104.8
Grèce	96.3	101.5	m	148.3	91.5	80.8	136.4	101.9	m	109.7	98.9	m	124.4	103.0	101.3
Hongrie	118.5	90.7	100.6	124.2	141.9	124.7	109.4	93.1	113.3	119.8	102.7	106.2	91.3	90.6	106.6
Islande	117.3	100.7	102.3	95.8	104.2	102.7	92.7	91.1	114.0	112.6	101.4	102.4	82.3	89.8	111.3
Irlande	m	m	96.8	m	m	90.4	m	m	106.5	m	m	95.0	70.7	72.6	112.1
Israël	83.5	101.5	105.6	110.2	116.3	102.7	61.2	94.9	112.9	90.0	105.1	104.9	68.0	90.3	107.7
Italie	99.9	98.4	98.3	91.3	101.7	97.4	102.8	100.3	101.1	97.9	99.2	98.1	105.0	101.1	103.0
Japon	99.0	103.0	95.0	100.0 ^d	103.6 ^d	96.8 ^d	96.0	101.5	99.3	99.4	103.2	95.6	96.7	98.4	103.8
Corée	m	m	m	m	m	91.0	m	m	m	m	m	m	69.7	91.4	106.2
Lettonie	99.1	85.3	88.6	93.7	91.1	70.4	83.8	80.9	87.6	97.4	87.1	82.9	86.1	92.9	105.6
Lituanie	m	114.0	97.3	89.3	115.7	68.7	m	104.8	92.4	m	114.6	86.4	78.5	91.4	106.9
Luxembourg	m	112.0	93.3	m	79.5	92.5	m	95.0	99.2	m	107.1	93.1	76.9	88.7	106.5
Mexique	99.2	99.0	83.1	81.2	92.3	84.4	75.8	90.3	87.7	94.4	97.2	83.4	80.3	92.9	105.1
Pays-Bas	98.6	103.2	96.7	84.3	97.4	98.7	84.5	98.1	102.4	94.0	101.3	97.4	90.0	96.8	105.2
Nouvelle-Zélande	m	104.2	97.1	m	102.1	94.9	m	96.2	102.1	m	103.6	96.5	79.8	92.8	105.9
Norvège	105.2	99.2	100.7	m	90.6	112.0	m	91.3	106.8	m	96.8	103.8	78.9	94.3	102.9
Pologne	114.8	106.3	96.3	114.4	96.0	86.2	78.3	94.9	100.9	114.7	103.2	93.3	68.3	91.9	108.2
Portugal	90.6	114.4	101.3	98.5 ^d	104.3 ^d	91.0 ^d	93.7	110.1	104.3	92.6	111.9	98.7	101.3	98.4	105.6
République slovaque	99.0	92.9	94.9	57.3	65.4	61.7	58.4	76.6	87.4	84.2	83.1	83.1	69.3	92.2	105.2
Slovénie	125.9	112.3	97.7	122.3	116.8	99.9	111.7	109.1	106.2	125.1	113.4	98.2	89.3	96.2	108.1
Espagne	92.4	101.4	98.5	85.1	98.9	97.6	86.1	97.0	104.1	90.2	100.7	98.2	95.5	96.4	106.0
Suède	110.7	101.5	107.3	96.3	104.0	98.0	87.2	94.3	109.5	106.3	102.3	104.4	82.0	92.2	104.9
Suisse	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	82.7	94.6	103.6
Turquie	m	101.1	100.4	m	104.5	94.1	m	84.5	108.9	m	102.3	98.2	60.5	82.6	110.9
Royaume-Uni	93.4	99.5	97.1	m	93.0	103.1	m	90.8	102.0	m	97.6	98.9	86.5	93.1	103.2
États-Unis	108.3	103.6	101.6	95.0	107.6	100.9	86.9	97.9	105.2	102.7	105.3	101.3	84.6	93.0	103.9
Moyenne OCDE	103.5	102.7	98.7	95.3	102.2	94.9	88.1	96.6	102.9	100.9	102.8	97.5	83.2	93.3	105.5
Moyenne UE23	103.6	102.6	97.8	94.8	100.7	91.8	91.0	97.2	101.5	101.0	102.0	95.9	88.0	94.3	105.7
Partenaires															
Argentine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	73.2	97.5	100.5
Brésil	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	75.9	100.1	98.2
Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	40.1	80.9	113.9
Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	48.3	80.9	113.8
Indonésie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	57.7	86.0	110.4
Fédération de Russie	90.0	107.5	122.7	64.2	110.5	92.6	62.4	108.4	113.7	80.4	108.6	111.5	77.6	99.8	102.0
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	58.6	90.2	100.9
Afrique du Sud	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	77.0	94.7	101.8
Moyenne G20	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	74.9	92.7	104.7

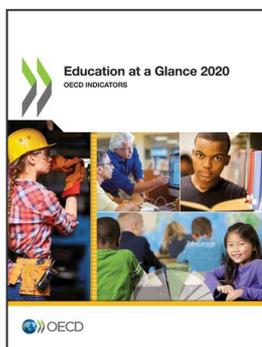
Remarque : Consulter les sections « Définitions » et « Méthodologie » pour de plus amples informations. Les données et d'autres types de ventilations peuvent être consultés sur <http://stats.oecd.org/>, Base de données de *Regards sur l'éducation*.

1. L'enseignement primaire inclut des programmes de l'enseignement préprimaire.

Source : OCDE/ISU/Eurostat (2020). Consulter la section « Source » pour tout complément d'information et l'annexe 3 pour les remarques (<https://doi.org/10.1787/f8d7880d-en>).

Les symboles représentant les données manquantes et les abréviations figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934164503>



Extrait de :
Education at a Glance 2020
OECD Indicators

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/69096873-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2020), « Quelle part de leur richesse nationale les pays consacrent-ils à l'éducation ? », dans *Education at a Glance 2020 : OECD Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/7107180c-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.